

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels
19, Place de l'Ancien Foirail
32000 Auch

Auch, le 01/06/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCA VIVADOUR

Avenue du Catalan
32110 Panjas

Références : 2026-0146-DP
Code AIOT : 0006803191

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement SCA VIVADOUR implanté Avenue du Catalan 32110 Panjas. L'inspection a été annoncée le 03/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA VIVADOUR
- Avenue du Catalan 32110 Panjas
- Code AIOT : 0006803191
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société VIVADOIR SCA exploite une cave de vinification et un chai de stockage d'alcool (armagnac) situé avenue du Catalan - 32110 PANJAS.

Anciennement exploité par la SCA Les Vignerons du Gerland, ce site a fait l'objet d'un changement d'exploitant le 27/04/2021 au profit de la société VIVADOIR SCA.

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 4755 (Stockage d'alcool de bouche d'origine agricole) de la nomenclature des ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etude des dangers	AP Complémentaire du 15/03/2024, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rubriques en activité	AP Complémentaire du 09/05/2016, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit justifier la suffisance de ces capacités de rétention et finaliser son étude de dangers en prenant en compte les remarques de l'inspection issues du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques en activité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/05/2016, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 05/05/2025type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 08/09/2025

Prescription contrôlée :

La société Les Vignerons du Gerland est autorisée, sous réserve de l'observation des prescriptions des arrêtés préfectoraux réglementant son site, à exploiter sur le territoire de la commune de Panjas, avenue du Catalan, les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement:

N°de rubrique	Libellé de la rubrique	Désignation de l'installation	V o l u m e d e l ' a c t i v i t é	Classement+régime
4755	Stockage d'alcools de bouche d'origine agricole, eaux de vie et liqueurs Lorsqu'une quantité stockée de produits, dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40%, susceptible d'être présente est : 2. supérieure ou égale à 500 m3 (autorisation)	Stockage d'armagnac	1787m3	4755-2-A
2250	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole La capacité de production exprimée en équivalence alcool pur est : 2. supérieure à 30 hl/j, mais inférieure	Production d'armagnac (4 alambics)	88hl/j	2250-2E

	mais inférieure ou égale à 1300 hl/j (enregistrement)			
2251	Installation de préparation et conditionnement de vin B. autres installations que celles visées en A, la capacité de production étant : 1. supérieure à 20000 hl/an (enregistrement)	Préparation et conditionnement de vin	126000 hl/an	2251-B-1E
2910	Installation de combustion B. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et C ou sont de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse, et si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 0,1 MW mais inférieure à 20 MW :	Chaudière biogaz de la station d'épuration	390 kW	2910-B-2-aE
4130	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 3. gaz ou gaz liquéfié :	Stockage de SO ₂ anhydride sulfurieux (H331) 25 bts de 20 kg	0,500 t	4130-3-bD

	ou gaz liquéfié: la quantité totale susceptible d'être représentée dans l'installation étant: b) supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t (déclaration)			
4802	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la	Gaz: R407C: 200 kg R134a: 594 kg R404A: 7,4 kg	801,4 kg	4802-2-aDC

	quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.			
4718	Gaz inflammable liquéfié de catégorie 1 et 2 la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation y compris dans les cavités souterraines étant : 2. supérieure ou égale à 6 t et inférieure à 50 t	3 citernes de 3,2 t 1 citerne de 1,75 t 20 bts de 13 kg	11,61 t	4718-2DC

Constats :

L'exploitant a déclaré que l'activité de distillation (rubrique 2250 de la nomenclature des ICPE) arrêtée depuis 2021 doit être remise en service pour le millésime 2026.

Les 4 alambics du site, couplés 2 par 2, ont une capacité totale de 88 hl/j. Cette activité est soumise à enregistrement. L'exploitant a précisé qu'au jour de la présente visite d'inspection, le nombre d'alambic qui sera remis en service n'est pas déterminé, toutefois l'activité devrait restée soumise au régime de l'enregistrement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : dans le cas où l'exploitant déciderait de réduire ses capacités de distillation, un porter à connaissance devra être transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etude des dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Etude des dangers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 08/10/2025

Prescription contrôlée :

La Société VIVADOIR, pour l'installation de stockage d'alcool de bouche qu'elle exploite Route de Nogaro - 32 110 PANJAS, est tenue de transmettre une étude de dangers en application de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, au plus tard le 31 octobre 2024.

Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. »

Cette étude précisera, notamment, la nature et l'organisation des moyens de secours dont le pétitionnaire dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre. L'avis du service d'incendie et de secours portant sur les moyens de défense contre l'incendie, l'accès aux bâtiments et les dispositifs de désenfumage devra être joint au dossier.

L'étude comportera, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la présentation des scénarios d'incendie avec les modélisations FLUMILOG associées des zones d'effets thermiques.

Ces modélisations montrent que les effets thermiques supérieurs à 5 kW/m² sortent des limites de propriété lors d'un incendie.

L'exploitant a prévu la mise en place de mesures visant à réduire ces effets comprenant la construction d'une rétention déportée de 1000 m³.

L'inspection des installations classées s'interroge sur le dimensionnement et la suffisance de cette rétention déportée : les quantités de stockage autorisées étant de 1787 m³, le volume de la rétention interne du chai de 220 m³ et celui de la future rétention déportée de 1000 m³.

Les capacités de rétentions semblent trop faibles par rapport à la capacité de stockage autorisé : 567 m³ sont susceptibles de se déverser en dehors du site.

Qui plus est, l'exploitant ne prend pas en compte dans son calcul le volume d'eau incendie à déterminer sur la base du guide D9.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier ou de réévaluer ses capacités de rétention interne et déportée, mais aussi de prendre en compte le volume d'eau d'extinction calculé sur la base du guide D9.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de présenter de nouvelles modélisations basées sur des hypothèses correspondant mieux à la réalité du site : c'est à dire un feu de nappe, tout en prenant en compte le volume effectif d'alcool restant dans la rétention interne du chai.

Toutes ces informations doivent être intégrées dans l'étude des dangers actualisée du site que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois